

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21873 - 81ÈME ANNÉE

Communiqué du PCR

Maurice Gironcel : « Le 18 septembre : poursuivons la mobilisation ! »

Ce 15 septembre, Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR a publié un communiqué appelant à soutenir massivement la mobilisation intersyndicale du 18 septembre à La Réunion.

Le Parti Communiste Réunionnais invite la population à se joindre massivement à la mobilisation du jeudi 18 septembre, impulsée par les organisations syndicales.

Cette journée s'inscrit dans la continuité de la mobilisation du 10 septembre. Elle traduit une même exigence : défendre les droits des travailleurs, protéger nos services publics et dire non à l'austérité qui aggrave chaque jour la vie chère et les inégalités.

Une Réunion fracturée

À La Réunion, 36 % de la population vit sous le seuil de pauvreté nationale. Les défaillances d'entreprises et les dossiers de surendettement explosent. Le prix du foncier rend le logement inaccessible pour une grande partie des familles. Ces fractures sociales, économiques, culturelles et territoriales fragilisent notre vivre-ensemble et ouvrent la voie aux discours de haine. Face à cela, la résignation n'est pas une option. C'est dans l'unité et la mobilisation que nous trouverons des réponses durables.

Une loi programme pour La Réunion

Le PCR réaffirme sa proposition d'une loi-programme coconstruite avec les forces vives du pays et engageant l'État, afin de répondre aux urgences et préparer La Réunion du million d'habitants. Cette loi-programme doit fixer un calendrier, des moyens et des objectifs clairs sur 5, 10 et 15 ans autour de quatre orientations :

- Justice sociale : revalorisation des bas salaires, des petites retraites et minimas sociaux, titularisation des précaires.

- Développement économique : soutien massif à la production locale et aux circuits courts, création d'emplois durables et non délocalisables.

- Transition écologique : autonomie alimentaire et énergétique, développement des énergies renouvelables, protection de notre biodiversité.

- Culture et identité : valorisation de notre histoire, de la langue créole, et soutien à toutes les expressions culturelles.

Un appel à l'unité !

Le 18 septembre, Nou lé pa plis, nou lé pa mwin, respèk a nou !

Le PCR appelle toutes les forces vives, syndicats, associations, collectifs citoyens, à faire converger leurs luttes pour que l'État entende la voix des Réunionnaises et Réunionnais.

Rendez-vous le 18 septembre dans le Nord et dans le Sud de l'île pour faire entendre nos revendications et porter des solutions globales, durables et solidaires.

Maurice Gironcel
Sécrétaire Général du PCR

Conférence de presse de l'intersyndicale :

Syndicats unis pour la grève générale du 18 septembre

Réunis ce lundi 15 septembre à Saint-Denis, les représentants de l'intersyndicale ont lancé un nouvel appel à la mobilisation. Après le mouvement citoyen « Bloquons tout » du 10 septembre, les syndicats appellent à une journée de grève et de manifestation ce jeudi 18 septembre. Deux cortèges sont prévus : à 9 heures, départ du Jardin de l'État vers la préfecture à Saint-Denis et, dans le Sud, des Jardins de la plage vers la sous-préfecture de Saint-Pierre.

CFDT, CGTR, FO, CFTC, UNSA, CFE-CGC, Solidaires, FSU, Saiper PAS 974, Réunion Étudiante 974, FGR et ATTAC marchent d'une seule voix. Les syndicats dénoncent la brutalité des mesures gouvernementales : coupes dans les services publics, gel des salaires, réforme de l'assurance chômage, désindexation des retraites, hausse des franchises médicales, menace sur la cinquième semaine de congés payés. Autant de reculs sociaux jugés inacceptables. « Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleurs, les précaires, les retraités, les malades », accuse l'intersyndicale.

La dette vient des baisses d'impôts pour les plus riches

Les syndicats rejettent l'argument de la dette. Selon elles, celle-ci résulte des baisses d'impôts pour les plus riches et des 211 milliards d'aides publiques captées par les grandes entreprises. Jean-Paul Paquiry (FO Réunion) réclame la restitution intégrale des budgets pour les hôpitaux, les écoles et les services publics.



L'intersyndicale avance des exigences claires : des moyens pour les services publics, des mesures contre la précarité, une transition écologique juste, une véritable justice fiscale et l'abandon définitif de la retraite à 64 ans.

À trois jours de la mobilisation, le message est sans ambiguïté : une contestation massive contre la politique d'austérité du gouvernement à La Réunion.

M.M.

Revendications

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr
Raymond Vergés

81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'ONU Climat appelle à présenter des plans climatiques ambitieux

La Réunion : une île au cœur des opportunités climatiques et économiques possibles pour l'Afrique



L'Afrique est aujourd'hui à la croisée des chemins : confrontée aux bouleversements climatiques mais aussi riche d'un immense potentiel, elle peut transformer la menace en chance. L'ONU Climat appelle les pays du continent à présenter des plans climatiques ambitieux — les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) — non pas seulement comme des obligations, mais comme de véritables stratégies de développement. Des millions d'emplois verts, une énergie plus sûre et un niveau de vie amélioré sont en jeu.

Île africaine de l'océan Indien, La Réunion ne peut rester en marge de cette dynamique. Son appartenance au continent est trop souvent niée, alors même que son destin économique et climatique est lié à celui de ses voisins africains. Comme en Afrique du Sud, où la « transition juste » accompagne la sortie du charbon, comme au Nigeria, où le solaire devient une filière d'emploi massive, ou encore au Maroc, qui déploie d'immenses centrales renouvelables, La Réunion a tout intérêt à inscrire sa trajectoire dans cette révolution verte.

Avec son ensoleillement exceptionnel, ses savoir-faire scientifiques et sa jeunesse en quête d'emplois,

l'île pourrait être un laboratoire africain de l'innovation énergétique et agricole durable. Le développement du solaire, de l'éolien, de la biomasse, mais aussi la valorisation des savoirs traditionnels sur les plantes médicinales et la biodiversité, peuvent générer des milliers d'emplois locaux, réduire la dépendance aux énergies fossiles importées et renforcer la sécurité alimentaire.

Ces choix ne sont pas secondaires : ils conditionnent notre avenir. Face aux cyclones plus violents, à l'érosion des côtes et à la montée des prix mondiaux de l'énergie, La Réunion doit saisir ces opportunités pour bâtir une économie résiliente. En s'affirmant pleinement comme une terre africaine de solutions, elle peut non seulement améliorer le quotidien des Réunionnais mais aussi contribuer à la prospérité partagée du continent.

La transition climatique n'est pas un luxe. C'est une nécessité vitale, mais aussi une chance historique. Encore faut-il que La Réunion ose la saisir, avec ses atouts et son identité, au cœur d'une Afrique qui invente son avenir.

M.M.

Oté

Kominiss épi rényoné, in fondamantal nout parti. In boussol pou l'avnir noute péi

Mézami souvan défoi mi mazine bann zidé noute parti é an parmi son zidé sak pou mwin sé in fondamantal — antouléka mi rapèl bien sak noute kamarad Elie téi di — nout parti lé kominiss épi rényoné.

In n'ote foi mi souvien bien kossa Paul Vergès téi vé dir kan li téi parl nout doub libéassion : libéassion nassyonal épi libéassion sossyal. Ni konpran bien kan li parl sa li di la mèm shoz Elie Hoareau i di.

Mwin pèrsonèlman mi panss inn é l'ote i fo zot i sava ansanm. I pé pa an avoir in libéassion sossyal si na pwin in libéassion nassyonal..i pé pa an avoir in libéassion nassyonal si na poin in libéassion sossyal. Mi panss noute bann dirijan dopi lo promyé kongré nout parti l'avé krinte dè shoz : inn la pèr ni pass a koté nout libéassion sossyal, l'ote ni pass a koté nout libéassion nassyonal.

Bonpé péi lontan lété koloni La Franss la gingn zot lindépendanss mé san z'ète indépendan réèlman pars kolonyalism la fé mine sorte par la porte pou li rante par la fènète avèk a la klé in léshèk zot politik dévlopman épi la dominassion kapitalist épi néo-kolonyalist. Arzout èk sa linkapassité fé antann vréman zot voi dann konsèr bann nassion.

Astèr si ni parl in pé la Rényon épi si ni parl galman bann péi loutre-mèr, ni rann anou kont lo tan nou la mète kissoi pou l'égalité sossyal é boudikont léshèk bann politik dévlopman épi bann konba pèrdan pou l'égalité — konte la mizèr.

Kant a noute libéassion kiltirèl — nout parti i anparl déza dann son program 1959 — ni koné lo pri plizyèr zénération la péyé pou afirm nout kalité d'rényoné. In konba bien néssèssèr, in konba la bien avanssé mé i antrovoi pa ankòr lo bout lo tinèl.

Mézami lo tan la passé. Défoi nou la avanssé, défoi nou la rokilé. Mé si nou néna la foi dann nout idé d'in doub libéassion, si ni garde sa konm boussol pou alé an avan, tardra viendra mé nou va avanss ti-pa ti-pa dann nout shomin kominiss é rényoné. A bon antandèr salu !

Justin